

Daniel Bensaïd

Nous débarrasser des fétiches de la religion de l'Histoire

Peut-être la dernière interview de Daniel Bensaïd publiée de son vivant dans Publico lors de la parution en espagnol d'Éloge de la politique profane.

André Perez : *Éloge de la politique profane (paru primitivement en France ^{1/}) est un titre au sens assez mystérieux, de quoi s'agit-il ?*

Daniel Bensaïd : Ah ! ça paraît mystérieux ?

A.P. : *En tout cas pour moi.*

D.B. : Bon, donc procédons par ordre. Ce livre est d'abord un éloge, tout simplement, de la politique, de la vraie politique face à la situation actuelle, celle, comme l'a dit Hannah Arendt, d'un mécanisme de marché administré par un pouvoir politique gestionnaire sans véritable pluralisme.

Le livre fait aussi l'éloge de la politique profane, face à l'avènement de toutes parts de la religiosité dans la politique. Cette renaissance du religieux saute aux yeux dans la croisade du Bien contre le Mal menée par les États-Unis. Également en Europe où la tentation est forte, avec Nicolas Sarkozy en tête, de redéfinir l'Europe par son origine chrétienne en expulsant la Turquie. Il y a un troisième exemple. Je ne sais pas si c'est le cas en Espagne mais, en France, le vocabulaire religieux pénètre de plus en plus le vocabulaire juridique. Le condamné doit non seulement accomplir sa peine mais aussi dire qu'il est revenu dans le

droit chemin. C'est quelque chose qui ne vient pas du droit mais de la religion.

A.P. : *Vous faites également allusion à l'invasion religieuse du champ de la critique.*

D.B. : Oui, la dimension religieuse est claire chez des intellectuels comme Toni Negri avec ses références à saint François. Badiou a quelque chose de religieux dans sa théorie sur l'événement et l'irruption d'un possible à partir de rien... Le religieux s'étend surtout au « sein du peuple », comme vous dites, par la disparition de l'esprit de classe. L'offensive libérale a réussi à détruire de nombreuses solidarités de classe. C'est un recul auquel nous n'avons pas encore su répondre. On voit donc fleurir des solidarités religieuses et communautaires. En France, on parle beaucoup sur la question du voile islamique mais, en réalité, ce repli communautaire, existe aussi au sein de la communauté juive.

A.P. : *Avec l'aide de Benjamin, d'Arendt et de Schmitt, vous faites une radiographie de la domination actuelle. Vous examinez ensuite les pôles de résistance pour remettre l'Histoire dans le sens de l'émancipation. Êtes-vous pessimiste ou optimiste ?*

D.B. : Je cherche à essayer d'analyser clairement la période politique. Tout ce qu'on vit aujourd'hui fait suite à la défaite subie dans les années quatre-vingt, où l'idée d'émancipation a disparu. Mais il y a eu un point d'inflexion des idées à la fin des années quatre-vingt-dix avec le mouvement altermondialiste qui réunit des centaines de milliers de personnes et fait des forums.

Mais je crois que tous ces événements clés nous ont amenés un moment utopique, c'est-à-dire des idées d'émancipation qui ne se confrontent pas à l'application pratique du

possible. C'est pour cela que l'on use et abuse des termes « alter », « autre »... « un autre monde est possible », « l'autre gauche », « l'autre campagne »... Cela évite d'avoir à définir, c'est un signe de manque de maturité. Je ne suis ni pessimiste, ni optimiste. Je crois qu'il faut en passer par cette étape et définir une stratégie.

A.P. : *Que va-t-il se passer ?*

D.B. : Il faut introduire une nouvelle idée, qui fut formulée par Marcuse dans les années soixante : est-il possible de rompre avec le cercle vicieux de la domination ? Avec une société de consommation toujours plus obsessive et inquiétante, avec une société du spectacle qui ne s'est pas encore convertie en société du simulacre... je suis inquiet et je pense qu'il faut commencer à chercher des formules pour en sortir. Les résistances ne suffisent pas à elles seules, il faut les mettre en relation avec une ou plusieurs forces politiques.

A.P. : *Oui, et pour cela vous faites partie du NPA, le parti d'Olivier Besancenot ?*

D.B. : Je le répète, une ou plusieurs forces politiques, car la nouveauté aujourd'hui c'est l'émergence de gauches radicales reformulées, capables de prendre le pouvoir, comme on l'a vu en Amérique latine. Quand on réfléchit aux défaites historiques qu'ont subi, au XX^e siècle, les gauches sclérosées et bureaucratisées, une des causes qui ont permis l'offensive de l'autoritarisme libéral, ce qui se passe aujourd'hui est important. En France, le NPA et le Front de gauche. En Allemagne, Die Linke. Au Portugal et en Grèce également, monte une gauche radicale pendant que les social-démocraties sont en pleine décadence et les gauches d'appareil en danger. En Asie, nous avons moins d'informations, mais le déclin du

^{1/} Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, Bibliothèque Idées, Paris, Albin Michel, 2008, p. 360.

maoïsme militant libère des forces pour une nouvelle alternative.

A.P. : *Oui mais on a pu voir dernièrement aux élections que la montée du Front de gauche, du NPA ou de Die Linke ne compense pas la chute de la gauche traditionnelle.*

D.B. : C'est parce que domine toujours la défaite historique des années quatre-vingt. Nous n'en sommes pas encore sortis. C'est une course contre la montre qui n'est pas gagnée. Il est clair que pour le moment la renaissance de la gauche radicale ne compense pas le déclin de la gauche traditionnelle. Mais ce que je vois, c'est une nouvelle génération militante dans le NPA et un courant de jeunes qui voit les choses d'une manière différente de nous. Nous connaissions l'idéal de la révolution. Eux, ils ont une vision plus pratique et directe de la confrontation dans laquelle ils mettent beaucoup d'énergie. En France, Sarkozy poursuit sa contre-réforme libérale. Les gens savent que, s'il parvient à son objectif, nous ne vivrons plus dans le même pays, on aura abandonné le principe de solidarité et d'égalité. Quelque chose de fondamental depuis 1789.

A.P. : *Les sondages montrent que Sarkozy s'en sort bien malgré la crise.*

D.B. : Oui, mais n'oubliez pas qu'une crise en cache une autre, beaucoup plus fondamentale dont on ne sortira pas car, dans le fond, c'est une crise des valeurs. L'autoritarisme libéral étend les zones de marché à toutes les relations humaines. Il réduit tout échange à sa valeur accumulable et, dans un monde des réseaux et de savoir, ceci est absurde. Cette volonté de quantifier, de mesurer l'incommensurable, pour s'approprier de la valeur est ridicule.

A.P. : *Quelles sont les raisons de se battre ?*

D.B. : Avant, nous avions une religion de l'Histoire qui nous disait : il y aura une lutte finale et nous la gagnerons nécessairement. Aujourd'hui, il faut nous débarrasser des fétiches de cette religion de l'Histoire, accepter l'incertitude et adopter une politique profane comme art stratégique.

A.P. : *Tous les discours de Sarkozy ne vous donnent pas envie de l'appeler camarade ?*

D.B. : Il se maintient par son libéralisme autoritaire. Pour une raison de fond : le chômage s'est installé de façon durable. Personne ne sait comment vont réagir les sociétés modernes alors qu'il n'y a plus de réserve d'emplois ruraux, ni de structures de solidarité familiale. Si on remonte à la crise des années 1930, la France avait alors 35 % de population rurale. Il y avait des amortisseurs. Aujourd'hui, nos sociétés sont salariées à 90 %. Comment vont réagir ces sociétés en termes de délinquance, d'urbanisme ?

Ils ne vont rien pouvoir faire de plus que de persister dans leur autoritarisme libéral. La grande invention de recourir à Keynes pour parler de relance keynésienne ne peut fonctionner. Je viens de finir de relire attentivement Keynes. Il dit que, pour que la relance fonctionne, il faut qu'il y ait un espace économique homogène, pour que les capitaux publics puissent rentrer rapidement en circulation.

A.P. : *Pourquoi la propagande morale du capitalisme sauvage fonctionne-t-elle ?*

D.B. : La gauche traditionnelle a contribué activement à la mise en marche de l'autoritarisme libéral. Par exemple, avec le démantèlement des services publics et de l'État social. Il s'agit d'une crise des valeurs et d'une crise des solutions, car les gens ne voient pas de

solution de rechange, pas d'alternative. Ainsi, si vous acceptez que l'on ne puisse pas sortir de cette crise en conservant le système, il faut accepter également l'idée que les gens, actuellement, ne se rendent pas compte que l'on est en train de détruire l'État social. La conscience ne vient pas du jour au lendemain. Aujourd'hui, les gens sont entre la peur et la colère. La peur de ce qui va arriver demain et la colère de l'injustice.

A.P. : *Peut-on remplacer la réalité par des discours ?*

D.B. : Il y a eu une telle dégradation de la vie démocratique que nous en sommes arrivés à l'époque du *storytelling* (communication narrative) en politique. Alistair Campbell, conseiller de Tony Blair, l'a écrit : l'objectif est de gagner les élections et, pour gagner les élections, il faut dire aux gens ce qu'ils veulent entendre et il faut chercher ceux qui sont capables de bien le dire. Le programme ? On verra plus tard. Il en résulte qu'il n'y a pas de débat, pas de convictions, pas de propositions ni d'arguments. Nous ne sommes plus en démocratie, nous sommes dans la démagogie. Nous sommes en plébiscite permanent.

A.P. : *Quelles sont les formes de ce qu'on appelle le biopouvoir ?*

D.B. : Le biopouvoir de Foucault est la généralisation d'une société de contrôle diffus de la personne. Des caméras de vidéo surveillance jusqu'aux tickets de métro, du fait que les gens acceptent et intériorisent l'obligation de se payer des heures d'embouteillage pour aller au travail, jusqu'à l'acceptation que l'on rentabilise notre temps mental libre en nous bombardant de publicités que nous payons... Tout cela, ce sont des formes de biopouvoir, c'est une tyrannie diffuse, peut-être plus pé-

nétrante que la discipline à l'ancienne.

A.P.: *Tu veux dire que les collectifs qui se constituent pour échapper à la vidéo surveillance ne servent à rien ?*

D.B.: Non, non, au contraire. Je respecte toutes les pratiques de résistance. Elles sont

à la base de cette fermentation de l'utopie et du projet, elles sont la condition de tout. Le problème vient des auteurs qui théorisent ces expérimentations dans le sens inverse de ce qui est nécessaire. Je ne dis pas : il faut le NPA ou rien. Le NPA n'est qu'une étape. Je dis que si la crise est profonde, comme je le crois, tout

le paysage politique, syndical et social va subir une secousse. Dans dix ans, nous ne serons plus dans le même paysage.

2 octobre 2009, Andrés Pérez,

SanchoPanzaLab

Traduit de l'espagnol par Jack Radcliff